

Celle-ci englobe toutes les manipulations nécessaires à l'étape de l'abattage réelle c.à.d. la conduite vers le lieu d'abattage, l'étourdissement, l'égorgement, jusqu'au nettoyage du carcasse ou le dégagement du peau / plumes de l'animal.

Finition du processus d'abattage (partie propre)

Cela comprend toutes les manipulations (y compris l'inspection post mortem), où la carcasse est séparée dans ces abats (cat.1-2-3), les organes rouges et blancs, les carcasses et les pièces de ceux-ci. Ensuite on passe à l'estampillage et / ou l'étiquetage, le pesage et la classification.

Ces manipulations comprennent également le traitement et le salage des organes blancs, par exemple les boyaux.

Emballage et étiquetage du produit fini (uniquement en cas de volailles ou lapins)

L'emballage concerne les manipulations effectuées sur le produit final non-emballé afin que celui-ci ne comporte pas de risques supplémentaires au cours de la distribution.

L'étiquetage comprend l'application sur le produit d'une étiquette d'identification portant les exigences réglementaires et des informations commerciales.

Entreposage (réfrigéré) et distribution (Logistique)

Cette étape englobe le stockage du produit fini étiqueté dans une chambre froide jusqu'à ce que la température prescrite par la loi (entre 0-7 °C) soit atteinte. Ce stockage peut comporter à la fois des demi-carcasses, des quartiers/pièces de ceux-ci, comme des sous-produits d'origine animale.

La distribution comprend son chargement, son transport dans les véhicules propres à l'entreprise et sa livraison au client à qui il sera facturé ou bien son enlèvement par un transporteur qui prendra à son compte la distribution ultérieure.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 17 août 2013 portant exécution des articles 35/1, 35/2 et 35/3 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs et relatifs à la responsabilité solidaire pour le paiement de la rémunération dans le cadre de certaines activités exercées dans l'industrie alimentaire et dans le commerce alimentaire.

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

Dit omvat alle behandelingen van het eigenlijke slachtproces i.c. het opdrijven naar de slachtplaats, de verdooving, het steken tot en met het poetsen van het karkas of het onthuiden/ontpluimen van het dier.

Afwerking van het slachtingsproces (reine deel)

Dit omvat alle handelingen (incl. de post mortem keuring) waarbij het geslachte dier wordt gescheiden in slachtafval (cat. 1-2-3), rode en witte organen, karkassen en delen daarvan. Vervolgens wordt overgegaan tot het stempelen en/of etiketteren, de weging en de classificatie.

Tot deze handelingen behoren eveneens de behandeling en het zouten van de witte organen, bijvoorbeeld de natuurdarmen.

Verpakken en etiketteren eindproduct (enkel bij gevogelte of konijnen)

Onder verpakking wordt begrepen het voorzien van het geassembleerd onverpakt product van een omhulling die gericht is op het hygiënisch en veilig behandelen van het product in de verdere distributie.

Het etiketteren is het product voorzien van een identificatielabel met de vereiste wettelijke en commerciële gegevens.

(Gekoelde) opslag en distributie (Logistiek)

Dit omvat de opslag van het geëtiketteerd eindproduct in een gekoelde opslag ruimte tot de wettelijk voorgeschreven temperatuur (tussen 0-7°C) wordt bereikt. Deze opslag kan betrekking hebben op zowel halve karkassen, kwartieren/delen daarvan, als bijproducten van dierlijke oorsprong.

De distributie omvat het laden van de vrachtwagen en het vervoeren, met eigen vervoermiddelen, van dit product tot en met de aflevering aan de klant (die door het bedrijf zal gefactureerd worden) of aan de transporteur die de verdere distributie voor zijn rekening neemt.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 17 augustus 2013 tot uitvoering van de artikelen 35/1, 35/2 en 35/3, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers met betrekking tot de hoofdelijke aansprakelijkheid voor de betaling van het loon in het kader van bepaalde activiteiten uitgevoerd in de voedingsnijverheid en in de handel in voedingswaren.

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

## GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29495]

**23 AOUT 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant le nombre d'inspecteurs au sein du Service général de l'Inspection**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques, notamment l'article 14, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2007 fixant le nombre d'inspecteurs au sein du Service général de l'Inspection;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2013;

Vu le protocole de négociation du 19 août 2013 du Comité de négociation du Secteur IX;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le nombre d'inspecteurs visé à l'article 14, alinéa 2, du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques est fixé comme suit :

1° au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire visé à l'article 3, alinéa 2, 1°, du décret du 8 mars 2007 précité, outre un Inspecteur général et trois inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement fondamental ordinaire :

- 34 Inspecteurs de l'enseignement maternel;
- 68 Inspecteurs de l'enseignement primaire;
- 3 Inspecteurs de cours spéciaux dans l'enseignement primaire;
- 2 Inspecteurs de seconde langue dans l'enseignement fondamental;
- 6 Inspecteurs de morale dans l'enseignement primaire;

2° au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire visé à l'article 3, alinéa 2, 2°, du décret précité, outre un Inspecteur général et trois Inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement secondaire ordinaire :

- 2 Inspecteurs des cours de langues anciennes;
- 6 Inspecteurs des cours de français au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 5 Inspecteurs des cours de langues germaniques au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 5 Inspecteurs des cours de mathématiques au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 3 Inspecteurs des cours de sciences et de sciences appliquées au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 2 Inspecteurs des cours d'histoire et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 2 Inspecteurs des cours de géographie et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 5 Inspecteurs des cours de français au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 5 Inspecteurs des cours de langues germaniques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 2 Inspecteurs des cours d'histoire au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 2 Inspecteurs des cours de géographie au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 5 Inspecteurs des cours de mathématiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 3 Inspecteurs des cours de biologie et de chimie au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 2 Inspecteurs des cours de physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 2 Inspecteurs des cours de sciences économiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 1 Inspecteur des cours de sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 1 Inspecteur des cours de langues romanes dans l'enseignement secondaire ordinaire;
- 1 Inspecteur des cours de secrétariat-bureautique au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 2 Inspecteurs des cours d'éducation physique au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 1 Inspecteur des cours de secrétariat-bureautique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 4 Inspecteurs des cours d'éducation physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 1 Inspecteur des cours de dessin et arts plastiques et du secteur « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire ordinaire;
- 1 Inspecteur des cours d'éducation musicale dans l'enseignement secondaire ordinaire;
- 3 Inspecteurs des cours du secteur « industrie » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 2 Inspecteurs des cours du secteur « construction » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 1 Inspecteur des cours du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 2 Inspecteurs des cours du secteur « services aux personnes » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 1 Inspecteur des cours du secteur « agronomie » dans l'enseignement secondaire ordinaire;
- 3 Inspecteurs des cours du secteur « industrie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 2 Inspecteurs des cours du secteur « construction » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;

- 1 Inspecteur des cours du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 2 Inspecteurs des cours du secteur « services aux personnes » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 1 Inspecteur des cours du secteur « habillement » dans l'enseignement secondaire ordinaire;
- 2 Inspecteurs des cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé;
- 2 Inspecteurs des activités auxiliaires d'éducation dans l'enseignement secondaire ordinaire;
- 3° au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé visé à l'article 3, alinéa 2, 3°, du décret précité, dirigé par un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement spécialisé :
  - 3 Inspecteurs de l'enseignement maternel et primaire spécialisé;
  - 2 Inspecteurs des cours de français, histoire et géographie dans l'enseignement secondaire spécialisé;
  - 1 Inspecteur des cours de mathématiques et de sciences dans l'enseignement secondaire spécialisé;
  - 1 Inspecteur des cours d'éducation musicale et d'éducation plastique dans l'enseignement secondaire spécialisé;
  - 1 Inspecteur des cours d'éducation physique dans l'enseignement spécialisé;
  - 1 Inspecteur des activités auxiliaires d'éducation dans l'enseignement spécialisé;
  - 1 Inspecteur des activités paramédicales dans l'enseignement spécialisé;
  - 1 Inspecteur des cours des secteurs « industrie » et « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire spécialisé;
  - 1 Inspecteur des cours des secteurs « agronomie » et « construction » dans l'enseignement secondaire spécialisé;
  - 1 Inspecteur des cours des secteurs « habillement », « service aux personnes », « hôtellerie-alimentation » et « économie » dans l'enseignement secondaire spécialisé;
- 4° au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale et de l'Enseignement à distance visé à l'article 3, alinéa 2, 4°, du décret précité, dirigé par un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance :
  - 3 Inspecteurs des cours de française dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance;
  - 1 Inspecteur des cours de mathématiques, de sciences, de sciences appliquées dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance;
  - 1 Inspecteur des cours de langues germaniques dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance;
  - 1 Inspecteur des cours des domaines « agronomie », « construction » et « industrie » dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance;
  - 1 Inspecteur des cours de français dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance;
  - 1 Inspecteur des cours de mathématiques, de sciences et de sciences appliquées dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance;
  - 2 Inspecteurs des cours de langues germaniques dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance;
  - 3 Inspecteurs des cours de sciences économiques dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale et à distance;
  - 1 Inspecteur des cours des domaines « agronomie », « construction » et « industrie » dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance;
  - 1 Inspecteur des cours des domaines « hôtellerie-alimentation » dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance;
  - 1 Inspecteur des cours du domaine « services aux personnes » (paramédical) dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance;
  - 2 Inspecteurs des cours de psychologie, pédagogie et méthodologie dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance;
  - 1 Inspecteur des cours d'informatique dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance;
- 5° au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement Artistique visé à l'article 3, alinéa 2, 5°, dirigé par un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement artistique :
  - 3 Inspecteurs des cours artistiques du domaine de la musique dans l'enseignement artistique
  - 1 Inspecteur des cours artistiques des domaines des arts de la parole et du théâtre, des arts du spectacle et des techniques de diffusion et de communication dans l'enseignement artistique;
  - 1 Inspecteur des cours artistiques du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace dans l'enseignement artistique;
  - 1 Inspecteur des cours artistiques du domaine de la danse dans l'enseignement artistique;
- 6° un Service de l'Inspection des centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 3, alinéa 2, 6°, dirigé par un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau des centres psycho-médico-sociaux :
  - 2 Inspecteurs de la discipline psychopédagogie dans les centres psycho-médico-sociaux;

- 2 Inspecteurs de la discipline sociale dans les centres psycho-médico-sociaux;
- 2 inspecteurs de la discipline paramédicale dans les centres psycho-médico-sociaux.

**Art. 2.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2007 fixant le nombre d'inspecteurs au sein du Service général de l'Inspection est abrogé.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date du 1er septembre 2013.

**Art. 4.** Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire et l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 août 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29495]

**23 AUGUSTUS 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het aantal inspecteurs binnen de Algemene Inspectiedienst**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, inzonderheid op artikel 14, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2007 tot vaststelling van het aantal inspecteurs binnen de Algemene Inspectiedienst;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juli 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 juli 2013;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 19 augustus 2013 van het onderhandelingscomité van sector IX;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het aantal inspecteurs bedoeld in artikel 14, 2e lid, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs wordt als vastgesteld als volgt :

1° binnen de Inspectiedienst voor het gewoon basisonderwijs, bedoeld in artikel 3, 2e lid, 1° van voornoemd decreet van 8 maart 2007, naast een Inspecteur-generaal en drie inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gewoon basisonderwijs :

- 34 inspecteurs van het kleuteronderwijs;
- 68 inspecteurs van het lager onderwijs;
- 3 inspecteurs bijzondere vakken in het lager onderwijs;
- 2 inspecteurs tweede taal in het basisonderwijs;
- 6 inspecteurs zedenleer in het lager onderwijs;

2° binnen de Inspectiedienst van het gewoon secundair onderwijs bedoeld in artikel 3, 2e lid, 2° van voornoemd decreet van 8 maart 2007, naast een Inspecteur-generaal en drie inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gewoon secundair onderwijs :

- 2 inspecteurs voor de cursus oude talen;
- 6 inspecteurs voor de cursus Frans in de lagere graad van het gewoon secundair onderwijs;
- 5 inspecteurs voor de cursus Germaanse talen in de lagere graad van het gewoon secundair onderwijs;
- 5 inspecteurs voor de cursus wiskunde in de lagere graad van het gewoon secundair onderwijs;
- 3 inspecteurs voor de cursussen wetenschappen en toegepaste wetenschappen in de lagere graad van het gewoon secundair onderwijs;
- 2 inspecteurs voor de cursussen geschiedenis en sociale wetenschappen in de lagere graad van het gewoon secundair onderwijs;

- 2 inspecteurs voor de cursussen aardrijkskunde en sociale wetenschappen in de lagere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 5 inspecteurs voor de cursus Frans in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 5 inspecteurs voor de cursus Germaanse talen in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 2 inspecteurs voor de cursus geschiedenis in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 2 inspecteurs voor de cursus aardrijkskunde in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 5 inspecteurs voor de cursus wiskunde in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 3 inspecteurs voor de cursussen biologie en chemie in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 2 inspecteurs voor de cursus fysica in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 2 inspecteurs voor de cursus economische wetenschappen in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursus sociale wetenschappen in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursus Romaanse talen in het gewoon secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursus secretariaat-bureautica in de lagere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 2 inspecteurs voor de cursus lichamelijke opvoeding in de lagere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursus secretariaat-bureautica in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 4 inspecteurs voor de cursussen lichamelijke opvoeding in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursussen tekenen en beeldende kunst en de sector “toegepaste kunsten” in het gewoon secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursussen muziekopvoeding in het gewoon secundair onderwijs;
  - 3 inspecteurs voor de cursussen van de sector “industrie” in de lagere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 2 inspecteurs voor de cursussen van de sector “bouwkunde” in de lagere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursussen van de sector “hotelbedrijf-voeding” in de lagere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 2 inspecteurs voor de cursussen van de sector “dienstverlening aan personen” in de lagere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursussen van de sector “landbouwkunde” in het gewoon secundair onderwijs;
  - 3 inspecteurs voor de cursussen “industrie” in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 2 inspecteurs voor de cursussen van de sector “bouwkunde” in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursussen van de sector “hotelbedrijf-voeding” in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 2 inspecteurs van de cursussen van de sector “dienstverlening aan personen” in de hogere graad van het gewoon secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursussen van de sector “kleding” in het gewoon secundair onderwijs;
  - 2 inspecteurs voor de cursus niet confessionele zedenleer in het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs;
  - 2 inspecteurs voor de hulpactiviteiten inzake opvoeding in het gewoon secundair onderwijs;
- 3° binnen de Inspectiedienst van het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 3, 2e lid, 3° van voornoemd decreet van 8 maart 2007, die onder leiding staat van een inspecteur belast met de coördinatie van de Inspectie op het niveau van het gespecialiseerd onderwijs :
- 3 inspecteurs in het gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs;
  - 2 inspecteurs voor de cursussen Frans, geschiedenis en aardrijkskunde in het gespecialiseerd secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursussen wiskunde en wetenschappen in het gespecialiseerd secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursussen muziekopvoeding en opvoeding beeldende kunst in het gespecialiseerd secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursussen lichamelijke opvoeding in het gespecialiseerd onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de hulpactiviteiten inzake opvoeding in het gespecialiseerd onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de paramedische activiteiten in het gespecialiseerd onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursussen “industrie” en “toegepaste kunsten” in het gespecialiseerd secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursussen van de sectoren “landbouwkunde” en “bouwkunde” in het gespecialiseerd secundair onderwijs;
  - 1 inspecteur voor de cursussen “kleding”, “dienstverlening aan personen”, “hotelbedrijf-voeding” en “economie” in het gespecialiseerd secundair onderwijs;

4° binnen de Inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs bedoeld in artikel 3, tweede lid, 4° van voornoemd decreet van 8 maart 2007, die onder leiding staat van een inspecteur belast met de coördinatie van de Inspectie op het niveau van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs :

- 3 inspecteurs voor de cursussen Frans in het lager secundair onderwijs voor sociale promotie en het lager secundair afstandsonderwijs;

- 1 inspecteur voor de cursussen wiskunde, wetenschappen, toegepaste wetenschappen in het lager secundair onderwijs voor sociale promotie en het lager secundair afstandsonderwijs;

- 1 inspecteur voor de cursussen Germaanse talen in het lager secundair onderwijs voor sociale promotie en het lager secundair afstandsonderwijs;

- 1 inspecteur voor de cursussen “landbouwkunde”, “bouwkunde” en “industrie” in het lager secundair onderwijs voor sociale promotie en het lager secundair afstandsonderwijs;

- 1 inspecteur voor de cursussen Frans in het hoger secundair onderwijs en hoger onderwijs voor sociale promotie en het hoger secundair en hoger afstandsonderwijs;

- 1 inspecteur voor de cursussen wiskunde, wetenschappen, toegepaste wetenschappen in het hoger secundair onderwijs en hoger onderwijs voor sociale promotie en het hoger secundair en hoger afstandsonderwijs;

- 2 inspecteurs voor de cursussen Germaanse talen in het hoger secundair onderwijs en hoger onderwijs voor sociale promotie en hoger secundair en hoger afstandsonderwijs;

- 3 inspecteurs voor de cursussen economische wetenschappen in het hoger secundair onderwijs en hoger onderwijs voor sociale promotie en hoger secundair en hoger afstandsonderwijs;

- 1 inspecteur voor de cursussen “landbouwkunde”, “bouwkunde” en “industrie” in het hoger secundair onderwijs en hoger onderwijs voor sociale promotie en hoger secundair en hoger afstandsonderwijs;

- 1 inspecteur voor de cursussen “hotelbedrijf-voeding” in het hoger secundair onderwijs en hoger onderwijs voor sociale promotie en hoger secundair en hoger afstandsonderwijs;

- 1 inspecteur voor de cursussen “dienstverlening aan personen” (paramedisch) in het hoger secundair onderwijs en hoger onderwijs voor sociale promotie en hoger secundair en hoger afstandsonderwijs;

- 1 inspecteur voor de cursussen “dienstverlening aan personen” (paramedisch) in het hoger secundair onderwijs en hoger onderwijs voor sociale promotie en hoger secundair en hoger afstandsonderwijs;

- 2 inspecteurs voor de cursussen psychologie, pedagogie en methodologie in het hoger secundair onderwijs en hoger onderwijs voor sociale promotie en hoger secundair en hoger afstandsonderwijs;

- 1 inspecteur voor de cursussen informatica in het hoger secundair onderwijs en hoger onderwijs voor sociale promotie en hoger secundair en hoger afstandsonderwijs;

5° binnen de Inspectiedienst van het kunstsonderwijs bedoeld in artikel 3, tweede lid, 5° van voornoemd decreet van 8 maart 2007, die onder leiding staat van een inspecteur belast met de coördinatie van de Inspectie op het niveau van het kunstsonderwijs :

- 3 inspecteurs voor de cursussen in het kunstsonderwijs op het gebied van muziek;

- 1 inspecteur voor de cursussen in het kunstsonderwijs op het gebied van de spraak- en theaterkunsten, de vertoningskunsten en de technieken inzake verspreiding en communicatie;

- 1 inspecteur voor de cursussen in het kunstsonderwijs op het gebied van de beeldende kunsten, de visuele kunsten en de ruimtekunsten;

- 1 inspecteur voor de cursussen in het kunstsonderwijs op het gebied van dans;

6° binnen de Inspectiedienst voor de psycho-medisch-sociale centra bedoeld in artikel 3, tweede lid, 6° van voornoemd decreet van 8 maart 2007, die onder leiding staat van een inspecteur belast met de coördinatie van de Inspectie op het niveau van de psycho-medisch-sociale centra :

- 2 inspecteurs voor het psychopedagogische vak in de psycho-medisch-sociale centra;

- 2 inspecteurs voor het sociale vak in de psycho-medisch-sociale centra.

- 2 inspecteurs voor het paramedische vak in de psycho-medisch-sociale centra.

**Art. 2.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2007 tot vaststelling van het aantal inspecteurs binnen de Algemene Inspectiedienst wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2013.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 augustus 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS